

1/09/18

* SUD éducation 13 a choisi de transférer ses textes. Leurs lectures n'en est pas plus difficile, elle est juste politique parce qu'elle inclut les invisibles: les minorités de sexe et de genre.

Le bulldozer est en marche ! Le gouvernement multiplie les contre-réformes à un rythme effréné et poursuit son entreprise de destruction des acquis sociaux les plus fondamentaux. Dans cette entreprise à grande échelle, l'éducation est loin d'être oubliée. Tri social, augmentation des inégalités scolaires, attaques sur le statut des fonctionnaires, les protections sociales et les retraites, nous sommes plus que jamais dans le viseur. Sous couvert d'un pragmatisme de façade, les mesures en cours sont tout sauf neutres. Elles relèvent au contraire d'un libéralisme idéologique vorace ressuscitant les fantasmes les plus décomplexés de la droite. Si ce gouvernement s'en prend aux services publics en général et à l'école en particulier, c'est parce qu'ils incarnent l'égalité et la redistribution des richesses. Les logiques du profit sont à l'œuvre partout et les réformes du code du travail, comme celle de la SNCF, préfiguraient un projet encore bien plus large. Longtemps divisés*, parfois spectateurs-trices des luttes menées par d'autres, nous n'avons plus les moyens de rester isolés. La bataille de dans l'éducation doit commencer !

L'entreprise de démolition se poursuit en s'attaquant aux finalités mêmes de notre système éducatif. Parcoursup et la loi ORE en sont les plus criants symboles. En introduisant la sélection à l'université, c'est une régression d'ampleur qui est imposée à la jeunesse et la fin du processus de démocratisation scolaire engagée depuis des années. Au nom de l'austérité budgétaire, ce gouvernement fait le choix assumé de la reproduction des inégalités sociales et scolaires tout en mettant en avant un hypocrite idéal méritocratique. La généralisation du recours à l'apprentissage, la réforme des lycées pros et généraux, la casse du service public d'orientation avec notamment la disparition des CIO viennent compléter le dispositif. Une logique du tri social à l'opposé de l'engagement de la majorité d'entre nous.

En toute cohérence, ce ne sont pas seulement les missions mais la nature même du service public qui est en danger. Les mesures annoncées dans le cadre du plan CAP 2022 et celles qui ont été

révélées malgré le gouvernement sont particulièrement inquiétantes pour le statut de la fonction publique. Dans l'Education Nationale, cela se traduit par l'arrivée en force d'un néo-management pathogène. Recours massif à la contractualisation, destruction du paritarisme, mobilité et carrière individualisée par la multiplication des postes à profil, rémunération au mérite, création d'un statut parallèle pour les nouveaux-elles enseignantEs sont les outils de la destruction de nos garanties collectives. Des dispositions allant de pair avec le renforcement du pouvoir des directions et la mise en concurrence des établissements.

L'annonce, il y a quelques jours, de la création d'un organisme d'évaluation des résultats de l'Education nationale va bien entendu dans ce sens. L'éducation prioritaire est particulièrement visée par ces mesures. Dans le premier degré, la mise en place à moyens constants des CP et des CE1 à 12 en REP+ va se payer encore plus chèrement. Les attendus et les critères d'évaluation retenus ne sont jamais neutres et promettent de conduire tout simplement au formatage de nos pratiques pédagogiques. D'autant que les différentes réformes des programmes votées cet été et les injonctions données dans le primaire par ce ministère font la part belle aux méthodes les plus traditionalistes et à une vision étriquée de la pédagogie.

Ce qui va se jouer dans les prochains mois est essentiel et l'année qui commence décisive. AucunE d'entre nous ne pourra rester neutre tant les enjeux sont de taille. Aux côtés de nos collègues de la maternelle jusqu'à l'université, nous devons nous battre pour refuser ce changement de paradigme et donner une chance à l'école d'être plus juste, plus égalitaire et plus démocratique. Au côté des autres agentEs de la fonction publique, nous allons devoir lutter pour une certaine idée de la répartition des richesses et de la solidarité. Aux côtés des autres salariéEs, c'est pour la protection sociale et les retraites qu'il ne faudra rien lâcher. En quelques mots, c'est la victoire d'un projet de société contre un autre qui est en train de se jouer !